Procès-verbal du Conseil Municipal - Séance du 16 avril 2024.

L'an deux mille vingt-quatre et le seize avril à vingt heures,
le conseil municipal de cette commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Laurent MICHEL, Maire.

Nombres de membres :

Afférents au Conseil Municipal : 14
En exercice : 14
Qui ont pris part à la Délibération : 11
Date de la convocation : 11 avril 2024
Date d'affichage : 11 avril 2024

Présents : MM. MICHEL Laurent, CHAUT-SARRAZIN Agnès, CHOLLAT Gérard, BARBIER Philippe, CHARVET Marie-Laure, FERRAND John, MERMILLOD-BLONDIN Nadège, PIRODON Valérie, RONDEAU Marlène.

Excusés : MM. DESROCHE Henri, GOBERTIER

Bruno, DUPERRAY Pauline.

Absents : MM. MOREL Serge, PONCET Lionel.

Pouvoirs : MM. DESROCHE Henri à M. MICHEL Laurent, DUPERRAY Pauline à CHARVET Marie-Laure.

Secrétaire de séance : Mme Agnès CHAUT-SARRAZIN.

Ordre du jour :

- Validation des Zones Accélération des ENR
- Mise à jour du règlement de location de la salle des fêtes Camille Barbier
- Demande de Fond de concours VDD 2024
- Subvention Sou des Ecoles
- Compte rendu du CCAS.
- Validation Aides aux vacances
- Compte rendu des commissions Bâtiments, Voirie, Fleurissement.
- Compte rendu commission urbanisme.
- Compte rendu Vals du Dauphiné.
- Election Européenne – 9 juin 2024 (organisation du tour de garde)
- Questions diverses.

Le conseil municipal, après avoir pris connaissance du compte rendu de la séance du 19 mars 2024, valide ce dernier, à l'unanimité des membres présents.

N° 2024-012 : ZONES D'ACCELERATION DES ENERGIES RENOUVELABLES

Vu la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, et particulièrement son article 15 codifié à l'article L141-5-3 du code de l'énergie ;
Vu la concertation en date du 18 mars 2024 organisée par la Communauté de communes des Vals du Dauphiné à Sainte-Blandine, avec la population de la commune ;

Rapport

Le Maire en tant que rapporteur indique au conseil municipal que la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, dite loi APER, vise à accélérer et simplifier les projets d'implantation de producteurs d'énergie et à répondre à l'enjeu de l'acceptabilité locale.

Son article 15 demande aux communes de définir, par délibération du conseil municipal, après concertation du public selon des modalités qu'elles déterminent librement, des zones d'accélération où elles souhaitent prioritairement voir des projets d'énergies renouvelables

s'implanter (zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables, ainsi que de leurs ouvrages connexes, ZAEnR).

La définition des ZAEnR permet à la commune d'identifier les secteurs où elle souhaite prioritairement voir des projets s'implanter et de renforcer l'acceptabilité des EnR sur le territoire communal. Pour les porteurs de projet, cela donne un signal clair les incitant à implanter leurs projets en ZAEnR, dans la mesure où un projet situé en ZAEnR a fait l'objet d'une première concertation et qu'il pourra également bénéficier d'avantages financiers.

Ces ZAEnR peuvent concerner toutes les énergies renouvelables (EnR). Elles sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'EnR, en tenant compte de la nécessaire diversification des EnR, des potentiels du territoire concerné et de la puissance d'EnR déjà installée (L141-5-3 du code de l'énergie). Pour les porteurs de projet, cela donne un signal fort.

Ces zones d'accélération ne sont pas des zones exclusives. Des projets pourront être autorisés en dehors. A contrario, elles ne figent pas des secteurs en attendant d'éventuels porteurs de projets.

Le rapporteur précise que :

- Pour un projet, le fait d'être situé en zone d'accélération ne garantit pas son autorisation, celui-ci devant, dans tous les cas, respecter les dispositions réglementaires applicables et en tout état de cause l'instruction des projets reste faite au cas par cas ;
- L'enjeu est que ces zones soient suffisamment grandes pour atteindre les objectifs énergétiques fixés aux différents niveaux (national, régional, local...) ;
- La commune a l'obligation de transmettre la délibération relative aux zones d'accélération au référent préfectoral aux énergies renouvelables, à l'EPCI dont il est membre afin qu'un débat au sein de l'organe délibérant de l'EPCI sur la cohérence des zones par rapport au projet de territoire de l'EPCI soit organisé ;

Le rapporteur fait le bilan de la concertation de la population :

- Les éléments nécessaires à la compréhension des propositions de ZAEnR pour les EnR (éolien, réseaux de chaleur, solaire photovoltaïque et solaire thermique, géothermie) ont été mis à disposition du public selon les modalités suivantes : Réunion publique.
- Le bilan de la concertation, est synthétisé ci-après :

5 personnes sont venues consulter la carte des ZAEnR proposées et prendre des renseignements sur les énergies renouvelables. Aucune remarque émise sur le projet de ZAEnR.

Compte tenu de ces éléments, le rapporteur expose :

Les ZAEnR proposées à la concertation n'ont pas été modifiées suite aux remarques reçues et sont donc les suivantes :

- pour l'éolien :

- Interdiction sur la totalité du territoire communal ;

- pour les réseaux de chaleur bois énergie / biomasse :

- parcelles cadastrées A0088, A0765, A1199, A1206, présentées sur la carte en annexe ;

- pour le solaire photovoltaïque sur bâtiment :

- parcelles cadastrées A0088, A1199, A1206, A0099, A0100, A0620, A0633, A0634, A0635, A0666, A1134, A1135, B0102, B0207, B0513, B0532, B0534, C0066, C0109, C0493, C0522, présentées sur la carte en annexe ;

- pour le solaire thermique sur bâtiment :

- parcelles cadastrées A0088, A1199, A1206, A0099, A0100, A0620, A0633, A0634, A0635, A0666, A1134, A1135, B0102, B0207, B0513, B0532, B0534, C0066, C0109, C0493, C0522, présentées sur la carte en annexe ;

- pour le solaire photovoltaïque en ombrières :

- parcelles cadastrées A0765, A1207, présentées sur la carte en annexe ;

- pour le solaire photovoltaïque au sol :

- Aucune zone définie sur le territoire communal ;

- pour la géothermie :

- Aucune zone n'a été définie mais l'ensemble du territoire communal peut recevoir ce type d'énergie renouvelable en fonction des capacités du sol (nécessité de réaliser une étude de sol préalable).

Le rapporteur propose donc au conseil municipal d'émettre un avis favorable aux ZAEnR présentées ci-dessus.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du rapporteur, et après en avoir délibéré,

- identifie les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables ainsi que leurs ouvrages connexes mentionnées ci-après, ainsi que sur les cartes annexées à la présente décision, et présentant les parcelles cadastrées suivantes :

- pour l'éolien :

- Interdiction sur la totalité du territoire communal ;

- pour les réseaux de chaleur bois énergie / biomasse :

- parcelles cadastrées A0088, A0765, A1199, A1206, présentées sur la carte en annexe ;

- pour le solaire photovoltaïque sur bâtiment :

- parcelles cadastrées A0088, A1199, A1206, A0099, A0100, A0620, A0633, A0634, A0635, A0666, A1134, A1135, B0102, B0207, B0513, B0532, B0534, C0066, C0109, C0493, C0522, présentées sur la carte en annexe ;

- pour le solaire thermique sur bâtiment :

- parcelles cadastrées A0088, A1199, A1206, A0099, A0100, A0620, A0633, A0634, A0635, A0666, A1134, A1135, B0102, B0207, B0513, B0532, B0534, C0066, C0109, C0493, C0522, présentées sur la carte en annexe ;

- pour le solaire photovoltaïque en ombrières :

- parcelles cadastrées A0765, A1207, présentées sur la carte en annexe ;

- pour le solaire photovoltaïque au sol :

- Aucune zone définie sur le territoire communal ;

- pour la géothermie :

- Aucune zone n'a été définie mais l'ensemble du territoire communal peut recevoir ce type d'énergie renouvelable en fonction des capacités du sol (nécessité de réaliser une étude de sol préalable).

Le Maire ou son représentant est chargé de la transmission de la présente délibération accompagnée des tableaux et cartes nécessaires à une bonne compréhension des périmètres :

- à M. le Préfet de l'Isère ;
- à M. le Référent préfectoral aux énergies renouvelables (energies-renouvelables@isere.gouv.fr) ;
- à M. le Président de la Communauté de communes des Vals du Dauphiné ;
- à M. le Président du Syndicat mixte du SCoT Nord-Isère ;

Nombre de votants : 11
Nombres d'abstention : 0
Nombre d'opposition : 0
Nombre d'approbation : 11

N° 2024-013 : Objet : Fixation des tarifs 2024 de la salle Camille BARBIER.

Le Conseil Municipal fixe de la manière suivante les tarifs de locations et les cautions de la salle des fêtes Camille Barbier, applicables au 1^{er} janvier 2024 :

- Pour les particuliers de la commune :**
1 jour :	160 €
2 jours :	220 €

Cautions de 500 €uros.

- Pour les particuliers extérieurs :**
1 jour :	400 €
2 jours :	520 €

Cautions de 800 €uros

- Pour les associations (manifestation à but lucratif) :

- de la commune :	1 jour :	120 €
- extérieures :	1 jour :	280 €

Cautions de 500 €uros

Pour les associations de la commune qui louent plusieurs fois dans l'année la salle des fêtes pour des manifestations à but lucratif, il est décidé de la gratuité d'une des locations de l'année, laissée à la discrétion de Monsieur le Maire.

- Pour les agents employés par la commune :**
1 jour :	160 €
2 jours :	220 €

Cautions de 500 €uros.

- Pour les professionnels :** de la commune : 1^{er} jour 280 € plus 200 €/jour supplémentaire.
: extérieurs : 1^{er} jour 400 € plus 250 €/jour supplémentaire.

Cautions de 800 €uros

- Pour réunions,** assemblées générales de groupement extérieur avec repas : 150 € pour 1 jour.

- Pour réunions,** assemblées générales de groupement extérieur sans repas : charges de fuel et de gaz uniquement, au tarif en vigueur au jour de la location.

Le Conseil Municipal se réserve la possibilité de délibérer spécifiquement pour des demandes de location émanant de personnes résidentes en limite de la commune et s'impliquant ou ayant œuvrée dans le fonctionnement des associations communales ou de services à la population passageoise (application du tarif pour les particuliers de la commune).

- **Pour toutes locations**, il sera facturé en sus, les charges de fuel et de gaz, au tarif en vigueur au jour de la location.

- location du lave-vaisselle : 55 €

- Pénalités de nettoyage : 200 €

- Fixe le montant de l'acompte à 50 % du montant de la location.

N° 2024-014 : Demande de fond de concours 2024 auprès des Vals du Dauphiné

Monsieur le Maire rappelle le projet de création d'une issue de secours pour la classe 4 du groupe scolaire, afin d'être en conformité avec les normes de sécurité incendie. Un chiffrage estimatif a été réalisé par le cabinet d'architecte Gallien. Le coût estimatif total s'élève à 35 920.00 € H.T. et se décompose de la façon suivante : Travaux : 25 142.00 € H.T – Honoraires 10 778.00 € H.T.

Monsieur le Maire indique que ces travaux peuvent bénéficier d'un fonds de concours de la communauté de communes Les Vals du Dauphiné, d'un montant de 5.697 Euros.

Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance du chiffrage des travaux, à l'unanimité des membres présents :

- ADOPTE le programme de travaux pour la réalisation d'une issue de secours de la classe 4 pour un coût qui s'élève à 35 920 € H.T.

- ARRETE le plan de financement suivant :

<u>Nature des travaux</u>	<u>Dépenses H.T.</u>	<u>Recettes</u>	
Travaux création de l'issue de secours pour la classe 4 + honoraires	35 920,00	Subvention département de l'Isère (24,50 %)	8 800,00
		Fonds de concours CCVDD (15,86 %)	5 697,00
		Autofinancement communal (59,64 %)	21 423,00
TOTAL	35 920,00	TOTAL	35 920,00

- DIT que le financement restant à la charge de la commune sera financé sur les fonds propres de la commune.

- SOLLICITE auprès de Monsieur le Président, une aide au titre du fond de concours 2024 d'un montant de 5.697 €.

- DIT que les crédits nécessaires sont prévus au budget communal 2024.

N° 2024-015 – Vote de subvention au Sou des Ecoles.

Monsieur le Maire propose d'allouer une subvention au sou des écoles, suite à la journée sur le thème du harcèlement scolaire dont le montant de la prestation (spectacle) est de 490 €.

Après délibération, le Conseil Municipal :

- DECIDE d'allouer une subvention de 250 € pour cette animation scolaire.
- CHARGE Monsieur le Maire pour assurer le versement de cette subvention au Sou des Ecoles.

Compte rendu CCAS

- Renouvellement de la distribution du bouquet de muguet pour le 1^{er} mai. La distribution est prévue pour le 29 avril après 17h30
- Départ des CM2 en 6^{ème}, une calculatrice leurs sera offerts pour 12 élèves, cout 328 €.
- Le 20 août le doyen de la commune fêtera ses 102 ans, le conseil offrira un panier garni.
- Le repas de l'amitié aura lieu le 17 novembre, les résidents secondaires ne sont pas conviés, nous ferons appel au traiteur Dutartre et l'animation confiée à 100% VF.

N° 2024-016- Renouvellement Aide aux vacances.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée l'action mise en place les années précédentes relative à une aide aux vacances pour les familles les plus défavorisées. Il propose de renouveler l'aide aux mêmes conditions que l'an dernier à savoir :

- * Pour un quotient familial compris entre 0 et 550 : 4.50 € par jour et par enfant
- * Pour un quotient familial compris entre 551 et 750 : 3.50 € par jour et par enfant
- * Pour un quotient familial compris entre 751 et 950 : 2.50 € par jour et par enfant

D'autre part la commission communale d'actions sociales a proposé de reconduire l'aide pour les stages sportifs aux conditions suivantes :

- Stage sportif effectué pendant les vacances scolaires pour les enfants âgés de 6 ans à 16 ans.
- Financé pour une durée de 15 jours maximum et une seule fois par année civile.
- Participation sur la base de 5 € par jour.
- Aide ouverte à tous sans conditions de ressources ni référence au quotient familial.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal :

- DECIDE de renouveler l'aide aux vacances pour l'année 2024.
- DECIDE de financer l'aide aux vacances selon les conditions d'attributions suivantes :
 - Cette aide se ferait en fonction du quotient familial et serait valable pour les vacances en centre aéré – colonies de vacances – camp d'adolescent.
 - L'aide ne serait pas cumulable avec une autre aide (hors aide CAF ou MSA)
 - Le financement se ferait pour un séjour de 15 jours maximum par enfant et par année civile
 - L'aide serait octroyée en fonction du quotient familial soit :
 - Pour un quotient familial compris entre 0 et 550 : 4.50 € par jour et par enfant
 - Pour un quotient familial compris entre 551 et 750 : 3.50 € par jour et par enfant
 - Pour un quotient familial compris entre 751 et 950 : 2.50 € par jour et par enfant.
- DECIDE de valider la proposition de la commission pour une aide pour les stages sportifs aux conditions suivantes :

- Stage sportif effectué pendant les vacances scolaires pour les enfants âgés de 6 ans à 16 ans.
 - Financé pour une durée de 15 jours maximum et une seule fois par année civile.
 - Participation sur la base de 5 € par jour.
 - Aide ouverte à tous sans conditions de ressources ni référence au quotient familial.
- DIT que ces aides seront versées directement aux familles, sur présentation des justificatifs de présence et des factures nécessaires au contrôle et paiement de ces aides.
- DIT que la gestion de ces aides sera assurée par la commune de Le Passage.
- DIT que les crédits nécessaires sont prévus au budget primitif 2024.

Point bâtiments, voirie et fleurissement embellissement

Eglise

Les travaux de l'église se terminent, des réserves sont mises par rapport aux extérieurs. L'entreprise Annequin est intervenue aujourd'hui, l'entreprise Jacquet doit encore faire la remise en état des sols autour de l'église.

Bâtiment périscolaire

Beaucoup de travail de terrassement a eu lieu avec la pose des réseaux depuis le vide sanitaire. Le carrelage a été posé dans la cuisine et côté garderie c'est en cours, et dans 15 jours les peintures débuteront. Les luminaires sont posés.

Classe 4

Pour les travaux de mise en sécurité de la classe 4, 3 lots établis avec consultation de 3 entreprises différentes :

Lot1 : Maçonnerie-VRD ; Lot2 : Menuiserie / ferronnerie ; Lot3 : Plâtrerie / peinture.

Voie

Démarrage des travaux pour la mise aux normes du lagunage du centre village, financés par les VDD.

Fleurissement et Embellissement

Bonne participation à la journée de l'environnement ainsi qu'à l'atelier compostage du Syclum. Commande d'une palette de copeaux pour regarnir les massifs et commande de fleurs pour l'été. Une demande de devis pour un désherbeur a été demandé, 2 devis ont été fournis un de 2 076 € et un de 3 700 €, nous allons nous renseigner sur l'utilisation auprès d'autres communes pour un retour sur l'utilisation.

Compte rendu Commission Urbanisme

Les dossiers suivants ont été traités par la commission :

- Demande Préalable déposée par M. EDF ENR (Sevestre Sébastien) pour la pose de panneaux photovoltaïques – Refus
- Demande Préalable déposée par Mme Pagnier Marion pour un aménagement PMR – favorable
- Demande Préalable déposée par M Evangelista Jean-Philippe pour la pose de panneaux photovoltaïques – favorable

Compte rendu Communauté de communes des Vals du Dauphiné

- Frelon asiatique : Cette année la somme allouée pour la lutte contre frelon asiatique sera de 8000 € en 2024 contre 5000 € en 2023 avec mise à disposition de piège pour les apiculteurs.
- Biodiversité : validation du plan d'action ENS à La Bâtie Montgascon de 137 000 € sur 10 ans.
- Signature de la convention avec le Tichodrome, une association dans la sauvegarde et le soin de la faune sauvage, la participation est de 1 centime d'euro par habitant.
- Conseil communautaire, vote du budget 2024 avec une augmentation de 6% sur les charges générales et + 10% sur la collecte des ordures ménagères.
La section de fonctionnement est de 35 000 000 € et la section d'investissement est de 15 000 000 €.

Election Européenne – 9 juin 2024 (organisation du tour de garde)

4 tours de garde seront organisés pour le scrutin des élections européenne du 9 juin prochain

8h à 10h30 : Michel Laurent, Cholat Gérard, Barbier Philippe, Pirodon Valérie

10h30 à 13h : Michel Laurent, Mermillod-Blondin Nadège, Charvet Marie-Laurent, Desroche Henri

13h à 15h30 : Michel Laurent, Gobertier Bruno, Poncet Lionel

15h30 à 18h : Chaut-Sarrazin Agnès, Rondeau Marlène, Charvet Marie-Laure

Dépouillement : Chaut-Sarrazin Agnès, Ferrand John, Duperray Pauline, Rondeau Marlène

Questions diverses

- Cérémonie du 8 mai à 11h15

Prochaines réunions :

Conseil municipal : Mardi 4 juin 2024 à 20h précédé de la commission urbanisme.

Le Maire,
Laurent MICHEL

La secrétaire
Agnès CHAUT-SARRAZIN